

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Accès Logement Insertion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur les procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables suivis

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.

Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

Présentation d'ensemble des comptes

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2023.

Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT JEAN DE VEDAS, le 11 avril 2024

Le commissaire aux comptes


Mónica FERNANDEZ
Pour CONSAUDIT EXPERTS

BILAN SYNTHETIQUE

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I
Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023
Soldes N-1 de l'exercice

Hors brouillard Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé : Immobilisations incorporelles - Fonds commercial - Autres Immobilisations corporelles Immobilisations financières TOTAL I	 294 453 4 226 298 679	 104 141 104 141	 190 313 4 226 194 538	 208 291 3 569 211 860	Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres		
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes					Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I	281 348 (2 045) 117 042	246 103 35 246 127 929
Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse TOTAL II	 4 017 18 959 320 644 593 344 214	 4 017 4 017	 18 959 320 644 593 340 197	(28) 35 964 309 023 951 345 911	Provisions pour risques et charges (II) Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL III	23 877	15 197 250
Charges constatées d'avance (III)				522	Produits constatés d'avance (IV)	21 932	42 296
TOTAL GENERAL (I+II+III)	642 893	108 158	534 735	558 293	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	534 735	558 293

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Hors brouillard Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	109 206	81 767
Achats d'approvisionnement	93 395	73 962	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	220 963	190 146	Subventions d'exploitation	458 854	409 419
Impôts, taxes et versements assimilés	2 392	3 109	Autres produits	90 618	84 508
Rémunération du personnel	243 322	194 862	Produits financiers	2 575	977
Charges sociales	85 475	68 814			
Dotations aux amortissements	18 717	17 620			
Dotations aux provisions	8 679				
Autres charges	900	726			
Charges financières					
TOTAL (I)	673 844	549 240	TOTAL (I)	661 254	576 671
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	342	425	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	10 886	8 239
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	674 185	549 665	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	672 140	584 911
BENEFICE OU PERTE	(2 045)	35 246			
TOTAL GENERAL	672 140	584 911	TOTAL GENERAL	672 140	584 911



20 avenue Paul Ramadier

12300 DECAZEVILLE

05.65.43.50.13

acces-logement@wanadoo.fr

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2023

Informations générales :

L'association ACCES Logement Insertion est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Objet social :

L'association a pour but de favoriser, de mettre en œuvre et de promouvoir l'hébergement, l'insertion, la réinsertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficultés. Elle participe à la prévention de l'exclusion par l'accompagnement des personnes accueillies en s'appuyant sur les dispositifs de droit commun et connexes ; elle y concourt par les moyens qu'elle mobilise en direction des bénéficiaires et des partenaires institutionnels et associatifs.

L'association accueille toutes les personnes qui lui sont adressées ou qui la sollicitent, sans discrimination et en toute liberté de conscience : chaque personne a droit au respect de ses convictions dans une égalité de traitement.

L'association peut gérer des activités par délégation de service public et répondre à des appels à projets et des marchés publics en accord avec les valeurs énoncées précédemment.

Périmètres des activités :

Elle exerce ses activités sur le territoire de Decazeville Communauté mais l'essentiel est concentré sur la commune de Decazeville.

Nature des activités :

L'association gère les activités suivantes :

- Centre d'hébergement d'urgence et d'insertion
- Aire d'accueil des gens du voyage (par marché public)
- Intermédiation locative
- Accueil de familles déplacées et réinstallées

En fonction des politiques sociales, de nouvelles activités peuvent s'ajouter.

Moyens mis en œuvre :

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 32 membres maximum, où siègent des personnes physiques et des personnes morales. Il est renouvelé après chaque élection municipale.

Le Conseil d'Administration élit chaque année en son sein un bureau de 12 membres maximum composé au moins de :

- 1 président (ou 2 co-présidents)
- 1 vice-président
- 1 secrétaire
- 1 trésorier

Contributions volontaires :

L'association fait appel à des bénévoles pour l'apprentissage du français et en soutien à l'animatrice dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité. Cela représente 67 h pour l'année 2023 soit 780,55 € sur la base du SMIC hors cotisations patronales. Par ailleurs, ces personnes renoncent au remboursement de leurs frais soit 1 080 € qui peuvent donner droit à une réduction d'impôt.

Dans le cadre du marché de gestion globale de l'aire (2 lots), Decazeville Communauté met à disposition de l'association, le local d'accueil et la salle d'animation. A raison de 50 € / m² / an, on peut évaluer cette mise à disposition à 4 500 €. Par ailleurs, 50 % de la consommation d'eau restant à charge de la collectivité et 80 % de celle d'électricité peuvent être valorisées à hauteur de 2 240 €.

Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2022 à décembre 2022.

Le total du bilan est de 642 893 €.

Le résultat net comptable est déficitaire de 2 045,33 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

Règlement comptable :

Depuis l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2020, il a été fait application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, homologué par Arrêté du 26 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production hors charges financières.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage pour les immobilisations non décomposables à l'origine.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et hors frais financiers.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Actif immobilisé :

Mouvements des immobilisations brutes

Poste	Valeur au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions / Mises rebuts	Valeur au 31/12/2023
Aménagements divers	230 729,00			230 729,00
Matériel de transport	35 410,00			35 410,00
Matériel de bureau et informatique GDV	683,00			683,00
Matériel de bureau et informatique général	7 631,00	739,00		8 370,00
Mobilier	8 774,00			8 774,00
Mobilier GDV	10 488,00			10 488,00
Total immobilisations corporelles	293 715,00	739,00	-	294 454,00
Cautionnements CH	2 322,00	180,00	320,00	2 182,00
Cautionnements Réfugiés	927,00	369,00	927,00	369,00
Cautionnements Déplacés	320,00	1 354,00		1 674,00
Total immobilisations financières	3 569,00	1 903,00	1 247,00	4 225,00
Actif immobilisé	297 284,00	2 642,00	1 247,00	298 679,00

Mouvements des amortissements

Poste	Amortissements au 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Amortissements au 31/12/2023
Aménagements divers	25 197,00	17 727,00		42 924,00
Matériel de transport	35 410,00			35 410,00
Matériel de bureau et informatique GDV	683,00			683,00
Matériel de bureau et informatique général	5 980,00	456,00		6 436,00
Mobilier	8 492,00	225,00		8 717,00
Mobilier GDV	9 661,00	310,00		9 971,00
Amortissements et dépréciations	85 423,00	18 718,00	-	104 141,00

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir :

Ils s'élèvent à 18 959 euros au 31/12/2023 et figurent à la ligne « Autres Créances » du bilan actif.

Ils correspondent à :

- Des subventions de collectivités pour 14 622 euros
- Autres produits à recevoir pour 4 337 euros.

Dettes :

Elles s'élèvent à 92 581 euros au 31/12/2023 et figurent aux lignes « Fournisseurs et comptes rattachés » & « Autres dettes » du bilan passif.

Elles correspondent à :

- Des factures d'exploitation non parvenues pour 26 806 euros
- La provision pour congés payés, charges sociales comprises, pour 45 437 euros
- Autres pour 20 338 euros

Subventions :

Les subventions comptabilisées sont celles afférentes à l'exercice, y compris les subventions attribuées à recevoir à la clôture de l'exercice.

Organisme	31/12/2023
Subvention Communauté de Communes CH	19 000,00
Subvention Communauté de Communes GDV	81 105,58
Subvention Communauté de Communes UK	8 000,00
Subvention CCAS CH	3 345,00
Subvention DDETSPP CH	135 396,08
Subvention DDETSPP GDV	11 612,55
Subvention DDETSPP Réfugiés	105 353,62
Subvention DDETSPP UK	77 979,16
Conseil Départemental CH	10 980,00
Autres subventions GDV (CLAS)	6 082,16
TOTAL	458 854,15

Engagement de retraite :

Les Indemnités de Fin de Carrière sont comptabilisées. Elles sont évaluées à 23 876,58 € sur la base des estimations suivantes :

- Méthode prospective : méthode des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3,17 %
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 40,00 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 35,00 %
- Taux d'évolution salariale minimum : 0 %
- Taux d'évolution salariale maximum : 0 %
- Taux d'évolution salariale moyen : 0 %